

The OSCE Secretariat bears no responsibility for the content of this document and circulates it without altering its content. The distribution by OSCE Conference Services of this document is without prejudice to OSCE decisions, as set out in documents agreed by OSCE participating States.

PC.DEL/1091/24
20 September 2024

Original: as delivered



Delegation of Canada
to the OSCE

Délégation du Canada
auprès de l'OSCE

**STATEMENT BY AMBASSADOR VÉRONIQUE PEPIN-HALLÉ
ON THE RUSSIAN FEDERATION'S ONGOING AGGRESSION AGAINST UKRAINE
1488th MEETING OF THE PERMANENT COUNCIL**

19 September 2024

Mr. Chair,

Disinformation is a key component of Russia's war machine. Canada has, in the years since the full-scale aggression against Ukraine, repeatedly raised concern about how Russia uses disinformation to conceal, blur, and fabricate information to gain military advantage, demoralize Ukrainians, divide allies, and sow confusion and division.

Russia's disinformation efforts have not only been limited to Ukraine, but have also targeted many fellow participating States, and Canada is no exception.

As stated by our Foreign minister earlier this week, Canadian intelligence has shown that since Russia's full-scale illegal invasion of Ukraine, "Russia Today" (RT) has become actively engaged in Russia's global disinformation and influence efforts by acting as an extension of Russian intelligence services, relying on state-backed hacking, psychological and information operations, covert influence and military procurement.

RT's efforts include engaging and recruiting Western political commentators and influencers, including Canadians, with the primary goal of leveraging them to produce and disseminate content that would call into question and reduce Western public and political support for Ukraine.

We have a message for the Russian Federation:

Canada will not tolerate any foreign interference on its soil and will continue to expose and counter these activities.

Our support for Ukraine is unwavering.

Monsieur le Président,

En plus d'utiliser des médias financés par l'État comme RT et Sputnik qui se présentent dans le monde entier comme des médias impartiaux et factuels, la Fédération de Russie utilise également ses canaux de communications officielles pour répandre des contenus erronés ou manipulés. Ils le font même dans cette enceinte.

Un exemple : en juillet 2024, la Fédération de Russie a partagé avec les États participants un bulletin de la Commissaire présidentielle aux droits de l'enfant, Maria Lvova-Belova. Celle-là même contre laquelle la Cour Pénale Internationale a émis un mandat d'arrêt pour crime de guerre présumé de déportation illégale et transfert d'enfants des zones occupées de l'Ukraine vers la Fédération de Russie.

La brochure publiée fait 32 pages en anglais et vise à déformer le récit de l'expulsion et du transfert illégal d'enfants d'Ukraine vers la Russie, malgré des informations crédibles affirmant le contraire, notamment par l'Ukraine et des rapports du Mécanisme de Moscou.

Les deux exemples que nous avons cités aujourd'hui soulignent l'importance d'un examen critique des allégations de la Fédération de Russie dans le domaine de l'information publique, mais aussi dans notre Conseil.

Mon pays est malheureusement très conscient de l'importance de rebuter les informations fausses et mensongères qui circulent. En ce sens, mon ministère a lancé une campagne d'information, que je vous invite à consulter sur notre site Web. Ce site web dénonce clairement la désinformation russe et informe les Canadiennes et Canadiens du danger réel qu'elle représente et de la façon dont nous y répondons.

Enfin, Monsieur le Président,

Nous réaffirmons notre soutien indéfectible et durable à l'Ukraine, à son statut de nation, à son État, à sa souveraineté et à son intégrité territoriale.

Nous appelons la Fédération de Russie à mettre fin à sa guerre brutale et à se concentrer sur les véritables défis de sécurité auxquels notre région est confrontée.

Merci, madame la présidente.